

Edito

Il faut garder la Grèce

Par Francis Van de Woestyne

Même si le référendum a été bricolé, même si les Grecs n'ont pas tous compris son enjeu, le résultat est très net. Les Grecs ont dit non. Ce n'est pas un "non" à l'Europe. C'est un "non" à l'austérité telle qu'elle leur est imposée. Et c'est un "oui". Oui à Alexis Tsipras. Qu'on l'aime ou pas, qu'il soit considéré par certains comme un menteur, un imposteur, un démagogue, les faits sont là : il est l'incontestable vainqueur du référendum organisé à la hâte il y a huit jours à peine. La victoire du "non" est somme toute logique. On aurait demandé aux Belges s'ils approuvaient le saut d'index et la pension à 67 ans, le résultat aurait été plus clair encore. Mais si Alexis Tsipras sort renforcé, en Grèce, de ce référendum, il ne l'est pas, pour autant, auprès de ses collègues européens. Et rien ne dit que la conclusion d'un accord avec les créanciers de la Grèce sera plus aisé à conclure qu'avant. Au contraire.

Pourquoi ?

Tout d'abord parce que cet épisode a laissé des traces sur le plan humain. Il ne sera pas simple pour ceux qui ont sincèrement essayé de l'aider – Jean-Claude Juncker notamment – de ramener ses collègues à la table de négociation. Ce sera plus difficile, aussi, parce que les ministres des Finances de la zone euro ont fait leurs comptes : la fantaisie "référendaire" – dans sa concrétisation – leur a fait perdre un paquet de milliards. Plus que jamais l'aide européenne semble se perdre dans un tonneau des Danaïdes. Malgré ces difficultés, malgré le coût exorbitant que représente le sauvetage de la Grèce, l'Europe n'a pas d'autre choix que de la maintenir dans la zone euro. Car son éloignement représenterait un terrible précédent qui fragiliserait l'ensemble monétaire. De plus, les conséquences géostratégiques d'un "Grexit" seraient périlleuses à gérer dans une région d'Europe très instable, non loin d'une Russie gourmande. Cette victoire ne donne pas tous les droits à Alexis Tsipras. Notamment celui de retarder encore et encore les réformes attendues. Il ne s'agit pas de l'encourager à baisser les petites pensions. Mais de l'inciter à créer, par exemple, une vraie administration fiscale capable de lever l'impôt auprès de ceux qui y échappent. En échange des changements demandés, les créanciers devront bien se résoudre, ce que le FMI a concédé tardivement, à accepter une certaine décote de la dette grecque.

La réponse à l'actuel chaos n'est pas moins d'Europe mais plus d'Europe. Il faudra renforcer l'Union économique et monétaire en vue de permettre une vraie solidarité entre les Etats. Il faudra aussi accroître la légitimité démocratique des institutions européennes. Car l'Europe apparaît plus que jamais comme un machin lointain aux mains de technocrates férus d'austérité aveugle.

Même si la pilule est amère à avaler pour ceux qui militaient pour le "oui", les Européens n'ont d'autre choix que de tendre la main à la population grecque. L'enfant prodigue est désespérant. Mais malgré ses défauts, il faudra l'aider et le sauver.